

1421	Kuhn & Co B.V., Koninklijke Beetwortelzaadcultuur, Huizerstraatweg 117, 1411 GM Naarden.	1467	Brands F., Kerkbrink 2a, 9451 AL Rolde.
1422	Kuik, G., 8301 BR Emmeloord.	1468	Wolf & Wolf B.V., Steenstraat 1, 8211 AG Lelystad.
1423	Landbouwbureau Wiersum B.V., Postbus 2028, 9717 CB Groningen.	1469	Dekker B., Grintweg 19, 7676 SE Vriezenveen.
1428	Mansholt's Verdelingsbedrijf B.V., Westpolder, 9970 AA Ulrum.	1470	Van Der Zee F.G. & zonen, Europein, Westeindflat 156, Leeuwarden.
1430	Mommersteeg International B.V., Postbus 1, 5250 AA Uijlen.	1471	Semundo B.V., Postbus 2, 9970 AA Ulrum.
1431	Mulder G.S., Aardappelkweekbedrijf « Zeeburgh », 9989 AN Warffum.	1472	Maatschappij A. en Ph. Smeenge, Vormtweg 4, 8309 PV Tollebeek.
1433	Oldenburger J., Hoofdvaartsweg, 9400 AM Assen.	1601	16. Pologne — Polen :
1437	Rademakers, M., Kweek- en Selectiebedrijf « Mendelhoeve », 8303 AA Emmeloord.	1602	Rolimex, ul. Chalubinskiego 8, 00-613 Warszawa.
1442	van der Have D.J., B.V., P.B. 1, 4420 AA Kapelle.	1603	Poznanska Hodowla Roslin SHR Choryn, Choryn.
1444	Van Engelen Zaden B.V., Postbus 35, 5250 AA Uijlen.		Poznanska Hodowla Roslin SHR Laski, Laski.
1450	Zelder B.V., Landgoed Zelder 7, 8595 NW Ottersum.	1701	17. Suède — Zweden :
1451	Z.P.C. Friese Coöperatieve Telersvereniging voor de Afzet van Landbouwproducten, Postbus 385, 8901 BD Leeuwarden.	1703	Svälöf AB, 26800 Svalöv.
1452	Zwaan & De Wiljes' Zaadteelt en Zaadhandel B.V., Postbus 2, 9679 ZG Scheemda.	1704	Hilleshög Fro AB, Hilleshög Seed Co Ltd., P.O. Box 86, 26122 Landskrona.
1454	Nickerson-Zwaanesse B.V., Huissiterweg 7, 2226 HE Stompwijk.		W. Weibull A.B., Fack, 26120 Landskrona 1.
1456	Hollandse Suikerbieten Selectie Mij. B.V., Koningslaan 26, 1075 AD Amsterdam.	1802	18. Etats-Unis d'Amérique — Verenigde Staten van Amerika :
1457	Lamse J.J., 4486 PN Colijnsplaat.	1805	Pioneer Hi-Bred Int. Inc., 1206 Mulberry Street, Des Moines 9, Iowa 50308.
1460	S. Bierma-Dankert, Mariengaarderweg 24, 9074 TM Hallum.	1809	U.S.D.A. National Potato Breeding Program, Maine.
	Dankert R., Mr. P.T. van de Herberglaan 8, 9104 EK Damwoude.	1810	Rutgers State University, P.O. Box 231, New Brunswick N.J. 08903.
	Dankert J., Steeg 1, 9330 AT Norg.	1811	Pennsylvania State University, Pennsylvania 16802.
1461	Brandsma H.J. & zoon, Postbus 7, 9050 AA Stiens.	1812	Rhode Island Agricultural Experiment Station, Woodward Hall, Kingston R.I. 02881.
1462	Erven Edzes P.H., Muntweg 7, 8305 AL Emmeloord.		Lofts Pedigreed Seed Inc., Chimney Rock Road, P.O. Box 146, Bound Brook, N.J. 08805.
1463	Sijtsma, W., Oostermiddenmeerweg 23, Wieringerwerf.	1901	19. Grand Duché de Luxembourg — Groot-Hertogdom Luxemburg :
1465	S.E.S. Holland Kweekbedrijf en zaadhandel B.V., Postbus 10, 9076 ZN Sint-Annaparochie.		Synplants, Clervaux.
1466	Zwaan Bieten B.V., Postbus 2, 9679 ZG Scheemda.		

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 6 août 1987.

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,  
P. DE KEERSMAEKER

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 6 augustus 1987.

De Staatssecretaris voor Landbouw,  
P. DE KEERSMAEKER

## EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

### MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 87 — 1741

Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française  
régulant l'agrément et la subvention d'associations ou d'organismes  
dont l'objet est la prévention du syndrome d'immunodéficience acquise (S.I.D.A.)

#### RAPPORT A L'EXECUTIF

1. Le S.I.D.A. est une maladie grave et incurable à l'heure actuelle. C'est ce qui justifie la mise en œuvre de moyens nécessaires à la prévention de sa propagation tout en rendant cette démarche particulièrement délicate.

Comment, en effet, inciter les personnes à s'informer pour prévenir la maladie, au risque d'apprendre que celle-ci est déjà présente?

Comment, en outre, inciter les personnes à adopter les comportements nécessaires à la prévention de la propagation de la maladie, alors que ces comportements risquent de les exposer à la méfiance, voire à la condamnation du public en général ou de leurs proches?

2. L'objectif du présent arrêté est de donner aux associations et organismes dont l'activité en cette matière réunit les conditions de qualités techniques et éthiques indispensables, la reconnaissance publique qu'ils méritent et que ceux qui y font appel ont le droit d'exiger. Un soutien financier pourra leur être accordé dans les limites des crédits budgétaires.

3. La démarche est nouvelle et complexe. Elle doit s'adapter aux expériences. C'est pourquoi un large pouvoir d'appréciation est laissé au Ministre de la Santé, tant en ce qui concerne l'opportunité d'agréer une initiative qu'en ce qui concerne l'opportunité de la subventionner. Il va de soi que seuls les organismes agréés pourront être subventionnés.

4. L'arrêté mentionne les conditions à satisfaire pour être agréé.

En ce qui concerne les missions, il va de soi que les termes « information relative à la prévention du S.I.D.A. » ne signifient pas seulement l'information relative aux méthodes de prévention mais tout ce qui contribue à mieux connaître la maladie et les moyens de l'éviter.

En outre, si les publics visés sont énumérés distinctement dans l'arrêté, ce n'est pas parce que chacun de ces publics doit recevoir une information de façon spécifique et isolée (ce qui serait de nature à renforcer l'idée fautive que seuls ces publics sont en danger et sources de danger pour les autres) mais bien pour permettre la reconnaissance et la subvention des associations ou organismes qui souhaitent limiter leur action de sensibilisation à un public précis.

C'est pourquoi, il est prévu qu'une association ou un organisme peut être agréé, en assumant tout ou partie des missions énumérées.

5. En ce qui concerne le respect de l'anonymat de ceux qui font appel aux services des personnes agréées, il va de soi que l'anonymat doit être respecté, d'une part, vis-à-vis de tous, y compris des pouvoirs publics tels que la Communauté française et, d'autre part, sans distinction suivant que la personne considérée est ou non porteuse du S.I.D.A.

Le non-respect de l'anonymat ou du secret professionnel est donc sanctionné conformément à l'article 458 du Code pénal.

Le Ministre de la Santé, de l'Enseignement et des Classes moyennes,  
A. BERTOUILLE

**11 JUIN 1987. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française  
régulant l'agrément et la subvention d'associations ou d'organismes  
dont l'objet est la prévention du syndrome d'immunodéficience acquise (S.I.D.A.)**

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 5, § 1er, I, 2°;  
Vu le décret contenant le budget de la Communauté française;  
Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 janvier 1987 portant création d'une Cellule permanente pour la Prévention du Syndrome d'Immunodéficience Acquise;  
Vu l'avis de la Cellule Permanente pour la Prévention du Syndrome d'Immunodéficience Acquise;  
Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances;  
Vu l'accord du Ministre du Budget;  
Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;  
Vu l'urgence spécialement motivée par le fait qu'il importe de se doter sans délai des moyens indispensables pour mener la lutte contre la propagation du virus H.I.V. responsable du S.I.D.A.;  
Considérant qu'il est dangereux pour la santé publique que des actions de prévention du S.I.D.A. soient menées sans que la population ne puisse avoir une indication quant au crédit scientifique de ces actions;  
Considérant par ailleurs qu'une coordination de ces actions est indispensable;  
Sur proposition du Ministre de la Santé, de l'Enseignement et des Classes moyennes et vu la délibération de l'Exécutif du 11 juin 1987,

Arrêtons :

**Article 1er.** Sur avis de la Cellule Permanente pour la Prévention du S.I.D.A., l'Exécutif peut agréer des associations ou organismes afin de remplir l'une ou plusieurs des missions suivantes :

- a) mettre à la disposition du public, des documents écrits ou audiovisuels d'information sur le S.I.D.A. et assurer un service de réponses téléphoniques;
- b) procéder à au moins cinquante conférences par an, suivies de débats, ayant trait à l'information sur le S.I.D.A. dans les établissements d'enseignement et de formation professionnelle de tous niveaux et de tous réseaux ainsi que toutes associations socio-culturelles ou de tous organismes ou institutions qui en feraient la demande. Lorsque ces conférences sont destinées aux adolescents, elles doivent s'inscrire dans le cadre plus général de l'éducation sexuelle et de la prophylaxie des maladies sexuellement transmissibles;
- c) procéder à l'information en rapport avec la prévention du S.I.D.A. parmi les populations immigrées ainsi que les stagiaires ou étudiants issus des pays où la prévalence du S.I.D.A. est élevée;
- d) procéder à l'information en rapport avec la prévention du S.I.D.A. dans les milieux homosexuels masculins;
- e) procéder à l'information en rapport avec la prévention du S.I.D.A. dans les milieux de la prostitution;
- f) procéder à la sensibilisation, à l'information et à la formation en rapport avec la prévention du S.I.D.A. du personnel des centres qui prennent en charge les toxicomanes;
- g) assurer la formation et le recyclage réguliers en matière de prévention du S.I.D.A. du personnel des associations ou organismes qui remplissent les missions reprises aux §§ a à f du présent article;
- h) constituer et tenir à jour des dossiers scientifiques et pédagogiques sur le S.I.D.A., destinés aux enseignants, au personnel de Santé, au personnel des Centres de médecine scolaire et au personnel des associations ou organismes qui remplissent les missions reprises au §§ a à g du présent article;
- i) récolter, tenir à jour, informatiser et fournir les données relatives au S.I.D.A. aux chercheurs des universités, aux professionnels de la Santé et aux organismes ou associations agréés suivant le présent arrêté.

**Art. 2.** Pour être agréé, l'organisme ou l'association doit s'engager :

- a) à respecter à tout instant la liberté individuelle et le secret de la vie privée;
- b) à soumettre tout le matériel écrit ou audio-visuel, préalablement à son édition, à l'avis scientifique de la Cellule Permanente pour la Prévention du S.I.D.A.;
- c) pour les associations ou organismes chargés des missions reprises à l'article 1er, §§ a à f, d'accepter de soumettre leur personnel à un recyclage régulier dans le cadre d'une action agréée par l'Exécutif, à raison d'au moins une séance par an;
- d) à participer, au moins trois fois par an, à des séances de coordination, réunissant les différents organismes et associations agréés pour la prévention du S.I.D.A. conformément au présent arrêté;
- e) s'engager à concentrer leur action sur les missions spécifiques qui leur auront été assignées;
- f) à introduire annuellement un rapport d'activités auprès de l'Exécutif.

**Art. 3. 1°** Lors de l'agrément de l'association ou de l'organisme, l'Exécutif précise la nature exacte des missions qui lui sont confiées parmi celles énumérées à l'article 1er.

2° Lors de l'octroi des agréments, l'Exécutif tient compte non seulement de la qualité du service proposé par l'association ou l'organisme, mais aussi de la coordination d'ensemble de la politique de prévention et veille en particulier à ce que le nombre d'associations ou d'organismes agréés pour des missions identiques ne soit pas excessif.

**Art. 4.** L'Exécutif peut retirer l'agrément à tout moment à l'organisme ou à l'association :

- a) qui ne remplit pas les missions qui lui ont été confiées;
- b) qui remplit incorrectement les missions qui lui ont été confiées, ce jugement étant porté sur base d'un rapport de l'administration de la Santé et d'un avis de la Cellule Permanente pour la Prévention du S.I.D.A.;
- c) qui ne respecte pas l'une des clauses de l'article 2.

**Art. 5.** Dans les limites des crédits inscrits à cette fin au Budget de la Communauté française, l'Exécutif peut allouer aux organismes ou associations agréés conformément au présent arrêté des subsides destinés à couvrir en tout ou en partie les frais inhérents aux missions qui leur ont été confiées.

**Art. 6.** Le personnel et les collaborateurs des associations ou des organismes agréés en exécution du présent arrêté sont tenus au secret professionnel conformément à l'article 458 du Code pénal.

**Art. 7.** Le Ministre Membre de l'Exécutif qui a la Santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 11 juin 1987.

Pour l'Exécutif :

Le Ministre de la Santé, de l'Enseignement et des Classes moyennes,

A. BERTOUILLE

VERTALING

MINISTERIE VAN FRANSE GEMEENSCHAP

N. 87 — 1741

**Besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot regeling van de erkenning en de subsidiëring van verenigingen of instellingen die zich bezighouden met de preventie van het Verworven Immunitetsdeficiëntie-Syndroom (V.I.D.S.) of Acquired Immunodeficiency Disease Syndrome (A.I.D.S.)**

VERSLAG AAN DE EXECUTIEVE

1. A.I.D.S. is een ernstige ziekte die thans ongeneeslijk is. Daarom moeten middelen tot stand worden gebracht om er de verspreiding van te voorkomen. De acties die in deze zaak gevoerd moeten worden zijn bijzonder netelig.

Hoe kunnen namelijk personen ertoe gebracht worden zich te laten voorlichten om de ziekte te voorkomen, terwijl ze het risico lopen te vernemen dat deze reeds aanwezig is?

Hoe kunnen bovendien personen ertoe gebracht worden de gedragingen te hebben die noodzakelijk zijn om de verspreiding van de ziekte te voorkomen, terwijl ze zich daardoor aan de achterdocht, ja zelfs aan de veroordeling door het publiek in het algemeen of door hun naaste verwanten blootstellen?

2. Dit besluit heeft tot doel aan de verenigingen en instellingen waarvan de werkzaamheden in deze zaak de nodige technische en ethische kwaliteiten bezitten, de openbare erkenning te verlenen die ze verdienen en waarop degenen die er een beroep op doen aanspraak mogen maken. Ze kunnen een financiële steun genieten binnen de perken van de begrotingskredieten.

3. Dit is een nieuw en complex initiatief, dat zich aan de ervaringen moet aanpassen. Daarom beschikt de Minister van Gezondheid over een brede waaier van mogelijkheden om te oordelen wanneer een initiatief erkend en wanneer het gesubsidieerd dient te worden. Het spreekt vanzelf dat alleen de erkende instellingen gesubsidieerd kunnen worden.

4. Het besluit vermeldt de voorwaarden waaraan voldaan moet worden om erkend te worden.

Wat de opdrachten betreft, spreekt het vanzelf dat de woorden « informatie in verband met A.I.D.S.-preventie » niet alleen betrekking hebben tot de informatie betreffende de preventiemethoden maar ook tot alles wat bijdraagt tot een betere kennis van de ziekte en van de middelen om die te voorkomen.

De verschillende bedoelde bevolkingsgroepen worden overigens afzonderlijk opgesomd, niet omdat elk van die bevolkingsgroepen een informatie op een specifieke en afzonderlijke wijze moet krijgen (hetgeen de verkeerde voorstelling zou versterken dat alleen die bevolkingsgroepen in gevaar verkeren en een bron van gevaar voor anderen zijn) maar wel opdat de verenigingen of instellingen die hun actie tot bewustmaking tot een preciese bevolkingsgroep wensen te beperken, erkend en gesubsidieerd zouden kunnen worden.

Daarom zal een vereniging of een instelling erkend kunnen worden wanneer ze het geheel of een gedeelte van de opgesomde opdrachten vervult.

5. Wat de inachtneming van het anonimaat van degenen die een beroep doen op de diensten van erkende personen betreft, spreekt het vanzelf dat het anonimaat in acht genomen dient te worden, enerzijds tegenover iedereen, met inbegrip van de overheid, zoals de Franse Gemeenschap, en anderzijds zonder een onderscheid te maken op grond van het feit dat de bedoelde persoon al dan niet door A.I.D.S. is getroffen.

De schending van het anonimaat of van het beroepsgeheim wordt bijgevolg overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek gestraft.

De Minister van Gezondheid, van Onderwijs en van Middenstand,

A. BERTOUILLE

D. 87 — 1741

**11 JUNI 1987. — Besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot regeling van de erkenning en de subsidiëring van verenigingen of instellingen die zich bezighouden met de preventie van het Verworven Immunitetsdeficiëntie-Syndroom (V.I.D.S.) of Acquired Immunodeficiency Disease Syndrome (A.I.D.S.)**

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 5, § 1, I, 2°;

Gelet op het decreet houdende de begroting van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 13 januari 1987 houdende oprichting van een Permanente Cel voor de Preventie van het « Verworven Immunitetsdeficiëntie-Syndroom » (V.I.D.S.) of « Acquired Immunodeficiency Disease Syndrome » (A.I.D.S.);

Gelet op het advies van de permanente cel voor de preventie van het « Verworven Immunitetsdeficiëntie-Syndroom » (A.I.D.S.);

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid die bijzonder gemotiveerd is doordat zonder verwijl de middelen tot stand gebracht dienen te worden die onontbeerlijk zijn voor de bestrijding van de verspreiding van het H.I.V.-virus dat A.I.D.S. veroorzaakt;

Overwegende dat het voor de volksgezondheid gevaarlijk is dat acties tot preventie van A.I.D.S. gevoerd worden zonder dat de bevolking zich een idee zou kunnen maken van de wetenschappelijke geloofwaardigheid van die acties;

Overwegende dat die acties bovendien gecoördineerd dienen te worden;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, van Onderwijs en van Middenstand, en gelet op de beraadslaging van de Executieve van 11 juni 1987,

#### Besluiten :

**Artikel 1.** Op advies van de Permanente Cel voor A.I.D.S.-Preventie, kan de Executieve verenigingen of instellingen erkennen met het oog op het vervullen van één of meerdere van de volgende opdrachten :

a) schriftelijke of audiovisuele documenten voor voorlichting over A.I.D.S. ter beschikking van het publiek stellen en zorgen voor een dienst voor telefonische antwoorden;

b) ten minste vijftig conferenties per jaar houden, gevolgd door debatten, met betrekking tot informatie over A.I.D.S. in de onderwijsinstellingen en instellingen voor beroepsopleiding van alle niveaus en van alle netten alsook in alle socio-culturele verenigingen of alle instellingen die deze zouden aanvragen. Wanneer deze conferenties voor adolescenten bestemd zijn, moeten ze gehouden worden in het raam van de seksuele voorlichting en van de profylaxis tegen de seksueel overdraagbare ziekten;

c) zich bezighouden met informatie in verband met A.I.D.S.-preventie onder de geïmmigreerde bevolkingsgroepen en de stagiairs of studenten die uit landen met hoge A.I.D.S.-prevalentie afkomstig zijn;

d) zich bezighouden met informatie in verband met A.I.D.S.-preventie in de mannelijke homoseksuele kringen;

e) zich bezighouden met informatie in verband met A.I.D.S.-preventie in de prostitutiekringen;

f) zich bezighouden met de bewustmaking, informatie en opleiding, in verband met A.I.D.S.-preventie, van het personeel van de centra die druggebruikers ontvangen;

g) zorgen voor de regelmatige opleiding en bijscholing inzake A.I.D.S.-preventie van het personeel van de verenigingen of instellingen die de opdrachten vervullen die in de punten a tot f van dit artikel vermeld zijn;

h) wetenschappelijke en pedagogische dossiers over A.I.D.S. samenstellen en bijhouden, bestemd voor de leerkrachten, voor het Gezondheidspersoneel, voor het personeel van de Centra voor Schoolgezondheidszorg en voor het personeel van de verenigingen of instellingen die de opdrachten vervullen die in de punten a tot g van dit artikel vermeld zijn;

i) gegevens met betrekking tot A.I.D.S. verzamelen, bijhouden, elektronisch verwerken en verstrekken aan de onderzoekers van de universiteiten, aan de vakmensen inzake gezondheidszorg en aan de instellingen of verenigingen die krachtens dit besluit erkend zijn.

**Art. 2.** Om erkend te worden moet de instelling of de vereniging zich ertoe verbinden :

a) de individuele vrijheid en het geheim van het private leven permanent te eerbiedigen;

b) alle schriftelijke of audiovisuele documenten, voordat ze uitgegeven worden, aan het wetenschappelijke advies van het Permanente Cel voor A.I.D.S.-Preventie te onderwerpen;

c) voor de verenigingen of instellingen belast met de in artikel 1, punten a tot f, vermelde opdrachten, te aanvaarden hun personeel een regelmatige bijscholing te doen volgen in het raam van een door de Executieve erkende actie, ten minste één keer per jaar;

d) ten minste drie keer per jaar aan coördinatievergaderingen deel te nemen, overeenkomstig dit besluit, waar de verschillende instellingen en verenigingen die erkend zijn voor A.I.D.S.-preventie aanwezig zijn;

e) haar actie vooral te richten op de specifieke opdrachten die haar toegewezen is;

f) elk jaar bij de Executieve een activiteitenverslag indienen.

**Art. 3.** 1° Bij de erkenning van de vereniging of van de instelling bepaalt de Executieve waarin de opdrachten precies bestaan die haar toegewezen zijn uit deze die in artikel 1 vermeld zijn.

2° Bij de verlening van de erkenningen houdt de Executieve niet alleen rekening met de kwaliteit van de dienst die door de vereniging of de instelling voorgesteld wordt, maar ook met die van de algemene coördinatie van het preventiebeleid, en zorgt er in 't bijzonder voor dat het aantal verenigingen of instellingen die voor gelijksoortige opdrachten erkend zijn niet te hoog is.

**Art. 4.** De Executieve kan ieder ogenblik de erkenning intrekken die aan een instelling of een vereniging is verleend, wanneer deze :

a) de opdrachten die haar toegewezen zijn niet vervult;

b) de opdrachten die haar toegewezen zijn verkeerd vervult; deze beoordeling geschiedt op grond van een verslag van het Bestuur voor Gezondheid en van een advies van de Permanente Cel voor A.I.D.S.-Preventie;

c) één van de in artikel 2 bedoelde bepalingen niet naleeft.

**Art. 5.** Binnen de perken van de kredieten die in de begroting van de Franse Gemeenschap zijn ingeschreven, kan de Executieve aan de overeenkomstig dit besluit erkende instellingen of verenigingen subsidies toekennen die bestemd zijn voor het gehele of gedeeltelijke dekken van de kosten die inherent zijn aan de opdrachten die hun toegewezen zijn.

**Art. 6.** Het personeel en de medewerkers van de in uitvoering van dit besluit erkende verenigingen of instellingen mogen het beroepsgeheim niet schenden, overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek.

**Art. 7.** De Minister-lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid de gezondheid behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 11 juni 1987.

Voor de Executieve :

De Minister van Gezondheid, van Onderwijs en van Middenstand,

A. BERTOUILLE